



L'écocritique.

L'ADEME et les bobards.

Réaction au chapitre « Le grand débat », La Recherche, n° 472, février 2013. « Faut-il accroître le parc éolien ? ». Mr Chabrilat, directeur production et énergies durables à l'ADEME (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie), dans un débat paru dans la revue *La recherche*, nous fait l'apologie de l'éolien industriel. Il nous assène des arguments qui semblent indignes de son niveau de formation.

Bobard 1 : «L'éolien est une énergie compétitive, faisant appel à une ressource gratuite».

Les arguments de Mr Chabrilat en faveur de l'éolien industriel confinent à la désinformation. L'évaluation financière du scénario de production électrique pour 2030 proposé par l'ADEME contredit l'idée de la gratuité du vent: 50 milliards d'euros pour développer massivement le réseau de distribution à cause de la dissémination des parcs, 190 milliards d'euros en investissement pour la réalisation du parc français, un coût lié à l'obligation d'achat par EDF de 5-10 milliards/an reporté en grande partie sur les consommateurs (CSPE), un effet d'aubaine reposant sur une défiscalisation massive bénéficiant aux promoteurs et à leurs actionnaires et ce au niveau Européen. Il faut trouver 3 000 milliards d'euros pour financer la politique climatique européenne dont 1 370 milliards d'euros pour l'éolien et le photovoltaïque soit 6 000 euros par européen¹. Sans impact majeur sur les taux atmosphériques en CO₂ puisqu'on épargnerait à l'atmosphère le stockage de 1 milliard de tonnes de CO₂ pour l'ensemble de la période 2011-2020, soit une réduction de concentration de 0,15 ppm (389 ppm actuellement)².

L'intermittence des EnR oblige les états à investir dans le thermique à flamme, 900 millions d'euros pour EDF (2007-2010), effort poursuivi entre 2010-2015³. Y aurait-il un manque de confiance dans les EnR ? Signalons que l'Allemagne va construire 10 centrales au charbon⁴. Au total, notre empreinte carbone n'est que de 5,4 tonnes/habitant contre 9,3 en Allemagne⁵.

L'arrêt des centrales nucléaires génèrera des importations d'électricité et des exportations forcées (intermittence et équilibrage du réseau) pour un coût estimé à 10 milliards d'euros/an en 2030 sans oublier la perte de recette de 13 milliards d'euros/an après l'arrêt de la moitié de nos centrales nucléaires⁶. Finalement, l'ADEME nous présente une note de 28 milliards d'euros /an soit un surcoût du MWh de 70 euros donc une augmentation de 70% du prix actuel⁶ ! Nous sommes donc loin de la gratuité du vent claironnée par l'ADEME.

Pendant ce temps, il y a plus de gens qui pointent à pôle emploi qu'à l'usine avec un déficit de 5 milliards d'euros de l'assurance chômage pour 2013, et un déficit cumulé de 18 milliards. Le régime de retraite est parti pour un déficit de 21 milliards en 2017 et le montant de la dette française dépasse les 1 800 milliards⁷.

Bobard 2 : «L'éolien ne génère pas d'émissions polluantes».

Affirmer que cette filière ne génère pas d'émissions polluantes est assez «gonflé». La construction et le montage d'une éolienne de 2,5 MW émet environ 4 600 tonnes de CO₂ compensées selon les modèles en 4-5 ans de fonctionnement. Les matériaux utilisés sont très difficilement recyclables (50 tonnes de verre époxy pour les 3 pales d'une machine), 3000 tonnes de béton constituant le socle sont coulés définitivement. Pour chaque éolienne il faut utiliser des centaines de kilogrammes de néodyme purifiés générant des rejets radioactifs (nuisance C) et appauvrissant le patrimoine minier collectif (nuisance B)⁸ de la Chine et de l'Afrique. Du développement durable à l'état pur et de la pollution chez les autres, pauvres de préférence.

Bobard divers.

Mr Chabrilat nous amuse en nous racontant la fable des trois régimes de vents français (Atlantique, Méditerranée, Manche), « *il y a toujours du vent quelque part* », largement suffisant pour faire tourner beaucoup d'éoliennes. L'ADEME s'acharne à nous faire croire que le problème de l'intermittence sera résolu tout simplement en recouvrant le territoire de machines.

Bref, l'ADEME et Mr Chabrilat semblent faire l'impasse volontaire sur des éléments forts désagréables inhérents aux énergies renouvelables tout en jetant un voile très pudique sur les dépenses pharaoniques auxquelles nous devons faire face pour financer ce qui ressemble fort à une gabegie.

Thierry Levent, écolo-critique amateur.

Bibliographie:

1. Carbon Capital, Financing the low carbon economy.
2. Energie-climat : un magnifique cas d'école de lobbying climato-industriel.
<http://blog.turgot.org/index.php?post/Belouve-Accenture>
3. www.edf.fr
4. Science&Vie, février 2013, n° 1145.
5. [Htt://www.sauvonsleclimat.org/communiqueshlm/arret-de-fessenheim-dans-des-conditions-responsables/35-fparticles/1267-arret-de-fessenheim-dans-des-conditions-responsables.html](http://www.sauvonsleclimat.org/communiqueshlm/arret-de-fessenheim-dans-des-conditions-responsables/35-fparticles/1267-arret-de-fessenheim-dans-des-conditions-responsables.html)
6. H. Flocart, H. Nifenecker, JP. Pervès. Sauvons le climat, 6 décembre 2012.
7. Marianne, du 2 au 8 février 2013.
8. Pierre Laszlo. Science & Techno. Le Monde, samedi 17 novembre 2012.